

Les Etats-Unis vont-ils réorienter leur politique étrangère pour conserver leur souveraineté énergétique ?

Damien Ernst, Professeur à l'Université de Liège.

Corentin de Salle, Professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes Commerciales et Directeur Scientifique du Centre Jean Gol.

Carte blanche publiée dans le journal l'Echo le 05/11/2024.

Une industrie pétrolière en berne

L'industrie du pétrole américaine a connu depuis 2010 une croissance spectaculaire, principalement due à l'émergence des nouvelles technologies d'exploitation du pétrole non conventionnel, extrait de roches de schiste. Elle produit aujourd'hui 14 millions de barils par jour, ce qui, outre la prospérité énergétique, apporte aux États-Unis l'indépendance énergétique vis-à-vis du Moyen-Orient. Cela explique assurément la volonté américaine de se désengager de la région, sauf peut-être pour protéger son allié israélien.

Mais, depuis peu, la forte croissance s'est muée en stabilisation, voire en légère décroissance. Les raisons sont multiples. Outre une demande assez faible pour le pétrole, ce coup de frein s'explique principalement par un coût marginal de la production pétrolière américaine aux alentours de 70 \$ le baril, soit un prix légèrement supérieur à ce qui est payé à l'heure actuelle sur les marchés. Si les prix repartaient à la hausse, la production américaine devrait donc suivre. Par contre, une diminution des prix provoquerait un gel des investissements dans le développement de nouveaux puits, ce qui pourrait accélérer très significativement la décroissance, car la durée de vie d'un puits de pétrole non conventionnel est d'environ trois ans seulement.

Abondance de gisements bon marché à exploiter dans le monde

Le problème pour les Américains, c'est qu'un prix de 70 \$ par baril permet à de nombreux autres pays de développer leur secteur pétrolier. Ce qui se traduit par une quantité de nouveaux gisements arrivant sur le marché. On parle notamment des gisements de pétrole de schiste d'Argentine et de ceux de la Guyane — qui commence à commercialiser ses immenses réserves. Même la Chine investit dans de nombreux projets d'exploitation pétrolière sur son territoire, sans doute aussi dans une perspective d'indépendance énergétique. Dans un contexte de faible demande, cela ne peut que faire chuter le prix du baril.

Il y a fort à parier que, dans une économie mondiale de libre marché où l'OPEP+ est de moins en moins en mesure de manipuler les prix à la hausse — car ses parts de marché diminuent —, l'industrie américaine va pâtir de prix trop faibles et entamer une décroissance. D'autant que le pays a des gisements pétroliers de qualité moyenne par rapport à d'autres États producteurs. Ajoutons à cela un coût de main-d'œuvre élevé et des normes environnementales assez contraignantes, ce qui concourt évidemment à rendre l'exploitation du pétrole plus difficile et plus onéreuse qu'ailleurs.

Les USA : le nouvel acteur tenté de manipuler les prix du pétrole à la hausse ?

Un baril sous les 60 \$ aurait certes peu d'influence sur les dépenses des ménages américains, mais serait catastrophique pour l'industrie pétrolière US et sa souveraineté énergétique. Or, s'il y a bien une chose à laquelle l'Amérique ne va jamais renoncer, c'est à cette indépendance durement acquise qui la dispense aujourd'hui d'aller se déployer dans cette région du monde dans laquelle elle a guerroyé durant des décennies. C'est plutôt en Asie qu'elle s'attend, demain, à devoir déplacer le théâtre des opérations. Ce qui permet d'imaginer la tentation de manipuler les prix à la hausse. Mais comment pourrait-elle procéder ? Bien sûr, cela n'aurait aucun sens pour les USA de faire comme l'OPEP+, c'est-à-dire d'imposer des quotas de production à son

industrie pétrolière. Même dans un contexte propice au retour du protectionnisme, cela entrerait en contradiction trop frontale avec l'économie américaine de libre marché.

Réguler le secteur pétrolier en empêchant d'autres pays d'exporter leur pétrole

Par contre, les USA ont la force politique, économique et militaire pour imposer des coupes de production à de nombreux pays, considérés aux yeux de l'Occident comme des « Etats voyous » (rogue nations). On pense bien entendu au Venezuela, à l'Iran, à la Russie et, pourquoi pas, demain, à l'Iraq. Ils sont tous grands exportateurs de pétrole.

L'administration Biden n'a jamais adopté de mesures efficaces pour diminuer leurs exportations de pétrole. Elle a plutôt fait l'inverse, en favorisant notamment le retour de l'Iran et du Venezuela sur les marchés. Elle a aussi, sans doute, interdit aux Ukrainiens d'attaquer militairement les canaux d'exportation du pétrole russe, dont notamment le port de Novorossiysk sur la Mer Noire, qui exporte environ deux millions de barils par jour. Il est à la portée des drones de combat ukrainiens.

Jusqu'à aujourd'hui, la priorité de l'administration Biden était la lutte contre l'inflation et une baisse des prix du pétrole, afin de préserver le pouvoir d'achat de l'électeur américain. Un combat légitime, puisqu'au début de son mandat, le baril avait dépassé les 120 \$ et l'inflation était galopante. Mais les priorités vont sans doute changer. La prochaine administration américaine risque bien de privilégier le maintien voire l'accroissement de la puissance de son industrie pétrolière. Le futur président Trump, en tout cas, promet depuis longtemps une déréglementation massive pour accroître la production et le nombre de puits, ce qui n'arrivera pas avec un prix du baril trop faible.

À quoi ressemblerait « l'America First » de l'industrie pétrolière US ?

On peut donc logiquement s'attendre à un nouveau durcissement des sanctions américaines envers les secteurs pétroliers du Venezuela et de l'Iran. On peut également s'attendre à une augmentation importante des frappes militaires sur l'industrie pétrolière russe. Et aussi, pourquoi pas, à plus de chaos dans d'autres zones du monde productrices de pétrole, qui pouvaient être vues il y a peu comme alliées des USA dans leur stratégie d'approvisionnement en pétrole, mais qui risquent à présent d'être perçues comme des zones dont la production pétrolière devient trop encombrante pour l'Amérique.

L'avenir nous le dira, mais s'il y a bien une constante dans les fluctuations de la politique étrangère américaine, c'est le rôle prépondérant du marché énergétique.

NDLR: L'article a été modifié le 06/11/2024 pour prendre en compte le résultat des élections américaines. La modification, mineure, a consisté à changer "Le candidat Trump" en "Le futur président Trump".